

Commission paritaire de l'industrie des tabacs

**Convention collective de travail du 11 juin 2001
Modification de la convention collective de travail du 20 janvier 1989 fixant les conditions de
travail dans les entreprises fabriquant des cigares et cigarillos**

Chapitre I- Champ d'application

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et travailleurs des entreprises fabriquant des cigares et cigarillos et qui ressortissent à la Commission paritaire de l' Industrie des Tabacs.

On entend par travailleurs: les ouvriers et les ouvrières.

Chapitre II - Dispositions

Art. 2. L'article 3 alinéa 1, 2 et 3 de la convention collective de travail du 20 janvier 1989 fixant les conditions de travail dans les entreprises fabriquant des cigares et des cigarillos, rendue obligatoire par arrêté royal du 27 mars 1990 (Moniteur belge du 8 mai 1990), est remplacé par la disposition suivante:

"Article 3 alinéa 1, 2 et 3. Les salaires horaires minimums des ouvriers majeurs sont fixés comme suit pour une semaine de travail de 36h30' dans le cadre de la marge maximale qui est prévue pour l'évolution du coût salarial pour les années 2001-2002 et qui s'élève à 6 p.c. indexations comprises.

- Compte tenue de la première augmentation salariale prévue dans cette marge salariale au 1er avril 2001 qui s'élève à 0,12 EUR/ l'heure et qui est à appliquer aux salaires conventionnels en vigueur et aux salaires effectivement payés, les salaires horaires minimum s'élèvent au 1er avril 2001 à:

catégories	salaires horaires minimum
I	9,3976
II	9,4299
III	9,4646
IV	9,9244
V	10,1785
VI	10,3731

Ces montants correspondent à la moyenne des indices quadrimestriels du premier trimestre 2001, à savoir 106,53.

REGISTR.-ENREGISTR. |
 21 -09- 2001 | 1 -10- 2001

59225/6 A 733

Une deuxième augmentation est prévue sous les mêmes conditions au 1er avril 2002 qui s'élève à 0,10 EUR/ l'heure

étant entendu

qu'une dernière augmentation sera appliquée éventuellement au 1er octobre 2002, après avoir calculé à cette date la somme sur les deux années des adaptations à l'index et des augmentations salariales appliquées et à imputer sur la marge disponible de 6 p.c..

La base de calcul des 6 p.c. a été fixée comme telle:

le salaire horaire conventionnel du mois de janvier 2001 de la 3e catégorie, soit 9,3034 EUR/ l'heure mis en regard avec le salaire horaire conventionnel du mois d'octobre 2002 de la même catégorie en adaptant effectivement les salaires au 1er octobre 2002.

En outre, au 1er octobre 2001 une prime unique brute de 86,76 EUR est accordée, y compris un minikit euro pour autant que cette possibilité soit prévue par les instances compétentes, à déduire de la prime unique brute et à octroyer dès que possible à partir du 1er octobre 2001, mais au plus tard le 15 décembre 2001.

Cette prime est octroyée sur base de la possibilité prévue par l'accord Interprofessionnel précité du 22 décembre 2000 de consentir un effort supplémentaire exceptionnel et non récurrent de 0,4 p.c. au maximum du coût salarial horaire ».

Art. 3. L'article 4 de la convention collective de travail citée à l'article 2 est remplacé par la disposition suivante:

"Article 4. A partir du 1er avril 2001 tous les jeunes travailleurs de moins de 20 ans ont droit au salaire à 100 p.c. pour autant qu'ils soient liés à l'entreprise par n'importe quel contrat depuis plus de trois mois; pour les trois premiers mois, ils ont droit à 90 p.c. du salaire."

art. 4. L'article 22 de la convention collective de travail citée à l'article 2 est remplacé par la disposition suivante:

"Article 22. L'employeur prend toutes les mesures nécessaires pour éviter le chômage. Lorsque, après concertation avec le conseil d'entreprise ou à défaut de celui-ci, avec la délégation syndicale, le chômage s'avère toutefois inévitable, l'employeur s'efforce d'établir un système de mise au travail par roulement.

En cas de chômage, les entreprises mettant en œuvre en moyenne plus de 2000 kg de tabac brut par mois paieront à partir du 1er janvier 2001 une indemnité de sécurité d'existence égale à 4,8513 EUR (= 195,70F).

Ce montant correspond à la moyenne des indices quadrimestriels du 4e trimestre 2000, à savoir 106,10 »

Art. 5. L'article 23 de la convention collective de travail citée à l'article 2 est remplacé par l'article 24, l'article 25 remplace l'article 24, l'article 26 remplace l'article 25, l'article 27 remplace l'article 26 et un nouvel article 27 est inséré :

"Article 27. C. jour de carence

A partir du 1er avril 2001 le jour de carence prévu par l'article 52 de la loi du 3 juillet 1978 concernant les contrats de travail, est supprimé et tombe à charge de l'employeur."

Art. 6. Compte tenu de l'article 4 de la présente convention collective de travail, l'alinéa 2 du nouvel article 24 au sujet de la prime de départ , est remplacé par la disposition suivante:

"Article 24 alinéa 2. A partir du 1er janvier 2001 les travailleurs licenciés pour manque de travail ont droit au solde de la prime de départ qui leur est octroyée après expiration du délai de préavis . »

Dans l'alinéa 1 les mots « à l'article 23 » sont remplacés par « à l'article 22 »

et dans le nouvel article 25 alinéa 1 les mots « à l'article 25 » sont remplacés par « à l'article 24 »

art. 7. L'article 28 alinéa 1 de la convention collective de travail citée à l'article 2 est remplacé par la disposition suivante:

"Article 28 alinéa 1. A partir du 1er janvier 2001 le congé d'ancienneté est fixé à :

- 1 jour de congé pour 4 à 8 années de service
- 2 jours de congé pour 9 à 13 années de service
- 3 jours de congé pour 14 à 18 années de service
- 4 jours de congé pour 19 à 23 années de service
- 5 jours de congé pour 24 à 28 années de service
- 6 jours de congé pour 29 à 33 années de service
- 7 jours de congé pour 34 années de service et plus.

Un nouvel alinéa 2 est inséré :

«à partir du 1er janvier 2001 le congé d'ancienneté est appliqué de manière proportionnelle au temps de travail dans lequel le travailleur est occupé au moment de la prise du congé d'ancienneté :

ceci implique que lors d'un emploi à temps partiel le congé est appliqué sur la base du régime de travail de cet emploi à temps partiel et quand le travailleur passe de nouveau à un emploi à temps plein, que ce congé est appliqué de nouveau suivant le régime de travail d'un emploi à temps plein. »

5

Chapitre III. - Mesures transitoires

Art. 8. Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessous, se rapportent à la présente convention collective de travail.

Pour les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en franc belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

Art. 2

	EUR	BEF	
Alinéa 2	0,12 9,3976 9,4299 9,4646 9,9244 10,1785 10,3731	5 379,10 380,40 381,80 400,35 410,60 418,45	Alinéa 2
Alinéa 5	86,76	3 500	Alinéa 5

Art. 4

	EUR	BEF	
	4,8513	195,70	

Chapitre IV – durée – validité

Art. 9. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1^{er} janvier 2001 et à la même durée de validité que la convention collective de travail qu'elle modifie.

Chacune des parties contractantes peut dénoncer la présente convention, moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs et à chacune des parties contractantes.

Paritair Comité voor het tabaksbedrijf

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juni 2001
Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 1989 tot vaststelling van de
arbeidsvoorwaarden in de ondernemingen die sigaren en cigarillo's vervaardigen**

Hoofdstuk I – Toepassingsgebied

Artikel 1: Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die sigaren en cigarillo's vervaardigen en onder het Paritair Comité voor het Tabaksbedrijf ressorteren.

Onder werknemers wordt verstaan: de arbeiders en arbeidsters.

Hoofdstuk II - Beschikkingen

Art. 2. Artikel 3 alinea 1, 2 en 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 1989 tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de ondernemingen die sigaren en cigarillo's vervaardigen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 27 maart 1990 (Belgisch Staatsblad van 8 mei 1990) wordt vervangen door volgende bepaling:

"Artikel 3, alinea 1, 2 en 3. De minimumlonen voor de meerderjarige werknemers worden als volgt vastgesteld voor een arbeidsweek van 36u30' in het raam van de maximale marge voor de loonkosten-ontwikkeling voor de jaren 2001-2002 die in aansluiting op de mogelijkheid voorzien in het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 is vastgesteld op 6 pct. index-aanpassingen inbegrepen.

- Rekening houdende met een eerste loonsverhoging voorzien in deze loonmarge op 1 april 2001 die 0,12 EUR/ uur bedraagt en toe te passen is op de bestaande collectieve arbeidsovereenkomst lonen en op de effectief uitbetaalde lonen, bedragen de minimumlonen op 1 april 2001:

categorieën	minimumuurlonen
I	9,3976
II	9,4299
III	9,4646
IV	9,9244
V	10,1785
VI	10,3731

Deze bedragen stemmen overeen met het gemiddelde van de viermaandelijke indexcijfers van het eerste kwartaal 2001, zijnde 106,53.

NEERLEGGINGSDIENST
 21-09-2001 | 19-10-2001 | NR. N°

Een tweede verhoging is onder dezelfde voorwaarden voorzien op 1 april 2002 die 0,10 EUR/ uur bedraagt

met dien verstande

dat een eventuele laatste verhoging wordt toegepast op 1 oktober 2002, na berekening op die datum van de som over de twee jaar van de indexaanpassingen en de toegepaste loonsverhogingen en aan te rekenen op de beschikbare marge van 6 pct..

De basis voor de berekening van de 6 pct. is als volgt vastgesteld: het conventionele uurloon van de maand januari 2001 voor de 3de categorie, zijnde 9,3034 EUR/ uur tegenover het conventionele uurloon voor dezelfde categorie van de maand oktober 2002 waarbij de lonen effectief op 1 oktober 2002 worden aangepast.

Op 1 oktober 2001 wordt daarenboven een eenmalige bruto premie toegekend van 86,76 EUR, met inbegrip van een euro minikit voor zover deze mogelijkheid door de bevoegde instanties wordt voorzien, in mindering te brengen op de eenmalige bruto premie en toe te kennen zodra mogelijk vanaf 1 oktober 2001, doch uiterlijk op 15 december 2001. Deze premie wordt toegekend op basis van de mogelijkheid voorzien in eerder genoemd Interprofessioneel Akkoord van 22 december 2000 een uitzonderlijke en niet recurrente extra inspanning te leveren van maximaal 0,40 pct. van de uurloonkost."

Art. 3. Artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst genoemd in artikel 2 van wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 2. Vanaf 1 april 2001 hebben alle werknemers jonger dan 20 jaar recht op het loon aan 100 pct. voor zover zij met de onderneming verbonden zijn door om het even welke overeenkomst sinds meer dan drie maanden: voor de eerste drie maanden hebben zij recht op 90 pct."

Art. 4. Artikel 22 van de collectieve arbeidsovereenkomst genoemd in artikel 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 22. De werkgever wendt alle middelen aan om werkloosheid te voorkomen. Wanneer echter, na overleg met de ondernemingsraad of, bij ontstentenis hiervan, met de syndicale afvaardiging, blijkt dat werkloosheid onvermijdelijk is, tracht de werkgever een arbeidsstelsel met beurtregeling in te voeren.

In geval van werkloosheid wordt door de ondernemingen die gemiddeld meer dan 2.000 kg ruwe tabak verwerken, vanaf 1 januari 2001 een bestaanszekerheidsuitkering betaald van 4,8513 EUR.

Dit bedrag stemt overeen met het gemiddelde van de viermaandelijke indexcijfers van het 4de kwartaal 2000, zijnde 106,10. "

Art. 5. Artikel 23 van de collectieve arbeidsovereenkomst genoemd in artikel 2 wordt vervangen door artikel 24, artikel 25 vervangt artikel 24, artikel 26 vervangt artikel 25, artikel 27 vervangt artikel 26 en een nieuw artikel 27 wordt ingevoegd :

"Artikel 27. C. Carensdag
vanaf 1 april 2001 wordt de carensdag voorzien bij artikel 52 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, afgeschaft en valt ten laste van de werkgever."

Art. 6. Rekening houdende met artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt alinea 2 van het nieuwe artikel 24 omtrent de afscheidspremie vervangen door de volgende bepaling:

"Artikel 24 alinea 2. Vanaf 1 januari 2001 hebben de wegens gebrek aan werk ontslagen werknemers recht op het saldo van de afscheidspremie die hen wordt toegekend na afloop van de opzeggingstermijn ."

In alinea 1 worden de woorden "bij artikel 23" vervangen door "bij artikel 22".

en in het nieuw artikel 25 al 1. worden de woorden "bij artikel 25" vervangen door "bij artikel 24".

Art. 7. Artikel 28 alinea 1 van de in collectieve arbeidsovereenkomst genoemd in artikel 2 wordt vervangen door volgende bepaling:

"Artikel 28 alinea 1. Vanaf 1 januari 2001 wordt het anciënniteitsverlof vastgesteld op :

1 dag	verlof	voor	4 tot en met	8 dienstjaren
2 dagen	verlof	voor	9 tot en met	13 dienstjaren
3 dagen	verlof	voor	14 tot en met	18 dienstjaren
4 dagen	verlof	voor	19 tot en met	23 dienstjaren
5 dagen	verlof	voor	24 tot en met	28 dienstjaren
6 dagen	verlof	voor	29 tot en met	33 dienstjaren
7 dagen	verlof	voor	34 dienstjaren	of meer"

een nieuwe alinea 2 wordt ingevoegd:

"vanaf 1 januari 2001 wordt het anciënniteitsverlof toegepast volgens de arbeidstijd waarin de werknemer is tewerkgesteld op datum van opname van het anciënniteitsverlof: dit houdt in dat bij een deeltijdse betrekking het verlof wordt toegepast op basis van het arbeidsregime van deze deeltijdse betrekking en dat bij opnieuw overschakelen naar een voltijdse betrekking dit verlof opnieuw wordt toegepast volgens het arbeidsregime van de voltijdse betrekking."

Hoofdstuk III. Overgangsmazatregelen

Art. 8. De artikelen of onderdelen ervan die in de eerste rij en de eerste en vierde kolom van de volgende rij(en) van onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de dag van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

Art. 2

	EUR	BEF	
Alinea 2	0,12 9,3976 9,4299 9,4646 9,9244 10,1785 10,3731	5 379,10 380,40 381,80 400,35 410,60 418,45	Alinea 2
Alinea 5	86,76	3 500	Alinea 5

Art. 4

	EUR	BEF	
	4,8513	195,70	

Hoofdstuk IV – Duurtijd - Geldigheid

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001 en heeft dezelfde geldigheidsduur als de collectieve arbeidsovereenkomst die zij wijzigt.

Ieder der contracterende partijen kan deze overeenkomst opzeggen, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het tabakbedrijf en aan elk der contracterende partijen.